

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-047 - Séance du 19/05/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 19 mai à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 13 mai 2021.

Présent(s) :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA Josiane DEVESA pouvoir à Olivier TAPIE Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN Bernard VIDAL pouvoir à Valérie DALMAS Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Ludovic DUCAMP François-Xavier CHAZOTTES pouvoir à Martin FAURE Olivier DURIX pouvoir à Damien CORDEAU Xavier POTAVIN pouvoir à Claire VITOU Emilie CHENOT pouvoir à Christophe DOLL Nadine GUILLON pouvoir à Sandrine GAUTIER.

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Damien CORDEAU.

N° DLM-2021-047 - BUDGET PRINCIPAL 2021 : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 INTÉGRATION DES FRAIS D'ÉTUDES ET D'INSERTION

Monsieur Philippe MARTY, adjoint au maire délégué aux finances, commande publique et administration générale rapporte :

L'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit de sortir de l'actif les frais d'études (compte 2031) et d'insertion (compte 2033).

Si ceux-ci ont fait l'objet de travaux, il convient de les intégrer soit au compte d'immobilisations en cours (compte 23) dès le lancement des travaux, soit au compte d'immobilisation définitif (compte 21) dès que ceux-ci sont terminés, par une opération d'ordre budgétaire.

Si ces frais d'insertion et d'études n'ont pas été suivis de travaux, il convient de les amortir.

Les comptes 2031 et 2033 n'étant pas éligible au FCTVA, une intégration régulière aux comptes 21 et 23 permet de bénéficier de ce fonds de compensation.

Il est donc proposé au conseil municipal l'intégration des frais d'études et d'insertion qui reste à l'actif et d'ouvrir les crédits nécessaires pour un montant de 211 891,60 euros par la décision modificative N°1, telle que décrite dans le document annexé et conformément au tableau ci-dessous :

Opérations d'ordre patrimoniale :

Articles	Dépenses	Recettes
01-2113 Terrains aménagés autres que voirie	9 819,00€	
01-2128 Autres agencements et aménagements de terrains	67 254,64€	
01-21311 Bâtiment Hôtel de Ville	4 362,60€	
01-21312 Bâtiments scolaires	600,00€	
01-21318 Autres Bâtiments publics	39 165,60€	
01-2188 Autres immobilisations corporelles	8 510,69€	
01-2152 Installations de voirie	864,00€	
01-21538 Autres réseaux	24 525,60€	

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

01-2313 Constructions	56 789,47€	
01-2031 Frais d'études		200 861,76€
01-2033 Frais d'insertion		11 029,84€
Total chapitre 041	211 891,60€	211 891,60€

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **APPROUVE** la décision modificative N°1 intégration des frais d'études et d'insertion.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 19 mai,

Le Maire,
 Jean-Luc MEISSONNIER

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.